

# La conservation des traces des organisations à l'existence éphémère : une démarche d'éducation permanente ?

## Quelques constats à partir de l'expérience des archives de SeP

François Welter, historien au CARHOP asbl

Indexation : parti politique, militantisme, archives

### Quelques constats

De la constitution d'un collectif militant à la mise par écrit<sup>1</sup> des idées ou des débats, le pas est naturellement franchi ; en revanche, ce réflexe culturel n'implique pas encore une gestion du document, ni une conscience de l'intérêt historique de celui-ci. Or, toute initiative militante mérite a priori d'être connue et questionnée dans une perspective historique par un public plus ou moins large. Encore faut-il que les militant-es soient conscient-es qu'ils sont des acteurs/actrices de la société, et donc de l'Histoire.

Ce constat posé, s'inscrire dans une démarche d'éducation permanente en interpellant les militant-es à propos de leur action et du patrimoine qui en découle devient une mission essentielle des centres d'archives. Car, le risque n'est pas mince : tout un pan de l'Histoire de la société risque de sombrer si les acteurs/actrices de terrain et les archivistes n'y portent pas l'attention nécessaire en développant une méthodologie de gestion et de conservation des documents.

Les exemples d'abandon d'archives dans les caves et les greniers de militant-es ne manquent pas. Les documents produits et reçus par l'éphémère parti politique Solidarité et Participation (SeP) n'est qu'un cas parmi d'autres. Mais, il est un utile tremplin pour mettre en exergue quelques pistes de réflexion utiles à la prise de conscience de l'intérêt que revêtent les traces d'activité des initiatives ponctuelles des militant-es et des démarches à mener en vue de les conserver.

### Quelques jalons de l'histoire de SeP

En 1981, la nébuleuse « progressiste<sup>2</sup> » est en émoi. Les élections législatives se concluent par une progression substantielle du Parti Réformateur Libéral (PRL). Malgré une perte substantielle du nombre de sièges au parlement, le Parti Social-Chrétien (PSC) est associé au pouvoir sous l'égide du gouvernement Martens-Gol. Crédité d'une dérive droitiste, le PSC fait l'objet de vives critiques de la part des organisations chrétiennes et de quelques éléments de sa composante progressiste, la Démocratie Chrétienne (DC). En désaccord avec l'attitude du PSC, le conseil central du MOC adopte une résolution en 1982 qui prévoit la création d'un mouvement politique, comme prolongement de son action politique : Solidarité et Participation (SeP) est né. S'inscrivant directement dans la lignée des expériences politiques précédentes, telles que l'Union Démocratique Belge (UDB), SeP se mue en parti politique dès 1983.

---

1. Et ce, quelque soit le support. Celui-ci peut être autant papier que numérique, audiovisuel ou matériel, quoique les deux premiers supports soient davantage privilégiés à notre époque.

2. Sous l'angle politique, le terme « progressiste » désigne une réalité vague. Associé aux partis de gauche, il se construit essentiellement au regard des partis dits de droite, désignés comme conservateurs. Cependant, sa définition mériterait une approche historique et politique nuancée et critique expliquant en quoi l'action des partis de gauche est effectivement progressiste, porteuse de progrès. Par ailleurs, cette qualification peut-elle être révisée, surtout eu égard à la présence de partis politiques de droite ou de centre-droit qui se déclarent réformateurs ?

L'expérience de SeP comme parti politique tourne pourtant court. Les raisons d'un tel échec mériteraient de longs développements, envisageant la genèse et, finalement, l'histoire institutionnelle de SeP. Mais, dans les faits, les défaites électorales se succèdent. Des rapprochements avec d'autres formations politiques sont alors tentés ; certain-es membres de SeP se présentent même sur les listes d'Ecolo lors des élections législatives de 1987<sup>3</sup>. Mais, SeP est voué à disparaître rapidement du paysage institutionnel. Si quelques traces d'activité transparaissent encore dans les archives en 1988, elles ne reflètent que les quelques soubresauts d'un parti rayé de la carte politique.

### **La proactivité des militant-es : des acteurs comme gage de la conservation des archives**

Cinq à six années d'existence est une période courte à l'échelle d'une institution. Du moins, elle n'est pas suffisante pour que les membres et les militant-es prennent conscience de l'intérêt de conserver sur le long terme, dans une démarche collective, les traces de leur combat et des activités qui traduisent ceux-ci. Animé-es par une dynamique d'action, les militant-es portent un regard d'utilité immédiate sur les documents qu'ils produisent et ne semblent pas toujours conscient-es de l'impact de leurs actes, de leurs choix, de leurs décisions et, a fortiori, de leur usage dans une perspective historique. Et, si certain-es ont un esprit de conservation, parfois à outrance, cette attitude résulte davantage de logiques individuelles plutôt que collectives, et souvent dans l'attente d'exploiter à nouveau les archives conservées dans le cadre de la lutte ou du projet mené.

Dès lors, quel sort sera réservé aux archives sitôt que la collectivité abandonne sa lutte, son projet ? S'il est vrai qu'une institution dont l'existence s'étend sur au moins une ou plusieurs décennies sera davantage conscientisée à préserver la mémoire de son action et à confier ses archives à un centre d'archives –quoique cette réflexion ne soit pas automatique, en témoignent les destructions intempestives dans de nombreuses organisations et associations–, la démarche est moins spontanée dans le chef d'une collectivité à l'existence éphémère. Elle est d'autant plus difficile si le projet réunissant ces militant-es aboutit à un échec et suscite de l'aigreur chez ces acteurs de terrain ; dans de telles circonstances, il devient difficile de se convaincre d'avoir néanmoins contribué à une évolution de la société civile. L'exemple de SeP est à cet égard éloquent.

Au terme des défaites électorales et une disparition relativement rapide de l'engouement que SeP suscite, les militant-es et les membres du parti ont toutes les raisons de tourner définitivement la page. L'expérience « SeP » est-elle dès lors condamnée à rester dans les profondeurs de l'histoire ? À la consultation du fonds d'archives qui est actuellement conservées au CARHOP, la conservation et la valorisation des documents ne sont manifestement pas la priorité des militant-es et des membres du parti. Bien que contenant de riches informations, ce fonds présente de nombreuses lacunes. Le consultant sera par exemple surpris de n'y trouver que très peu de données concernant les structures régionales (Wallonie et Bruxelles) et locales. Quant aux arrondissements, la richesse de l'information est très disparate selon les entités. À un niveau macroscopique, la découverte et l'exploitation potentielle du fonds d'archives de SeP résultent dès lors d'initiatives individuelles, post-mortem au parti politique, qui se révèlent en fin de compte très précieuses. En d'autres termes, si des archives de SeP sont maintenant en voie d'être valorisées auprès du grand public, elles le doivent à quelques personnes soucieuses de leur conservation –ces mêmes personnes étant par ailleurs très actives dans d'autres institutions pérennes et donc sensibilisées à la question de la préservation de la mémoire– et à des découvertes hasardeuses d'archivistes.

Dans le cas de SeP, les archives qui s'y rapportent parviennent au CARHOP par deux biais différents. D'une part, les démarches de deux anciens membres –dont le président de l'ancien parti, par ailleurs actif au sein de la Confédération des Syndicats Chrétiens– permettent au centre d'archives d'acquérir des informations originales sur les structures de décision interrégionales et certaines entités locales. D'autre part, la plus grande partie du fonds d'archives a été découverte dans les locaux de la Jeunesse Étudiante Chrétienne<sup>4</sup>. La chance au détour des prospections archivistiques joue donc un rôle capital dans la préservation du patrimoine de SeP. De ce constat émane une question fondamentale : comment diminuer au maximum les risques de conservation aléatoire de la mémoire militante et intégrer d'emblée dans les pratiques collectives une gestion cohérente et réfléchie des traces matérielles et orales d'activité des individus ?

---

3. Braine-le-Comte, CARHOP, *Solidarité et Participation*, n°433, « Des idées vraies. Des projets justes », tract électoral associant Ecolo et SeP, 1987.

4. *Projet de convention de dépôt des archives de Solidarité et Participation*, 2000.

## Passer d'initiatives individuelles à une conscientisation collective

Répondre à cette question sur le terrain passe inévitablement par une démarche d'éducation permanente au sein de laquelle les archivistes occupent un rôle central. Si les centres d'archives ne peuvent raisonnablement pas prospecter vers tous les horizons pour repérer les initiatives collectives des militant-es, ils ont un rôle de conscientisation auprès des organisations durablement implantées dans le paysage associatif, qui, à la faveur de la dynamique des individus peut s'élargir à des collectivités éphémères. En effet, l'observation du mouvement ouvrier chrétien dans sa globalité montre que les militant-es qui y sont actifs cumulent souvent des fonctions dans plusieurs associations, parfois en lien direct avec l'action du mouvement ouvrier, parfois en périphérie de celui-ci. Sensibiliser ainsi quelques personnes ressources à l'importance de leurs activités et des traces qu'elles y ont laissées permet à ces mêmes individus de relayer auprès d'autres militant-es l'idée de l'importance la préservation des archives papiers, audiovisuelles, orales, numériques et matérielles. En d'autres termes, la gestion et la conservation de l'archive doit être une préoccupation de chaque militant-e, quel que soit sa fonction. Les archivistes élargissent alors les champs de prospection de la mémoire militant-e.

Si elle veut fructifier, la sensibilisation à la conservation de la mémoire requiert deux démarches essentielles. Primo, les archivistes et les militant-es doivent entretenir des contacts réguliers qui se traduisent à la fois par un processus de conscientisation de l'intérêt que représente a priori toute démarche militante, de formation des seconds par les premiers à la gestion des archives et une communication régulière des activités des premiers aux seconds. La gestion et la conservation des archives nécessitent en effet la maîtrise de quelques outils que seuls les archivistes pourront co-construire avec les acteurs de terrain. Secundo, les nombreux centres d'archives publics et privés couvriront un champ de prospection de plus en plus large à mesure qu'ils renforceront leur coopération et les échanges d'informations à propos des initiatives de collectivités portant un projet de société.

Dans le cas de SeP, l'application de ces principes paraît sans doute futile, tant l'échec politique du parti est-il patent. Pourtant, l'expérience SeP ne peut que laisser des traces, au moins sur le moyen terme. L'idée « progressiste » n'est pas née avec SeP ; elle est le fruit d'une longue filiation. De même, elle ne disparaît pas avec le parti en 1988. En la portant, les militant-es construisent un héritage qu'ils/elles diffusent à travers d'autres initiatives collectives ou individuelles, voire auprès d'autres partis. Par ailleurs, de nombreux acteurs de l'époque vivent encore aujourd'hui ; ils sont donc une source potentielle d'informations très importante pour l'histoire. Les documents qu'ils pourraient conserver et leur témoignage permettraient de compléter, de nuancer, voire d'affirmer les données jusqu'à présent récoltées. Dès lors qu'il est placé dans une perspective historique, le point de vue de l'individu, avec sa perception et sa subjectivité, mérite d'être valorisé. En même temps qu'elle pose quelques constats et pistes de réflexion, cette analyse est donc aussi un appel à tous les ancien-nes militant-es de SeP à dévoiler leurs souvenirs de l'expérience SeP auprès des historiens-archivistes. Gageons qu'ils nous entendent.

